

## Le Figaro, 3 avril 2014

Date : 03/04/2014  
Page : FINANCIER  
Page(s) : 6  
Rubrique : L'événement  
Diffusion : 317209  
Périodique : Quotidien  
Surface : 40 %



### L'ÉVÉNEMENT

## Comment Taubira a sauvé son poste

La garde des Sceaux a profité du départ d'ERLIV du gouvernement. L'avenir de sa réforme pénale est incertain.

PAULE GONZALES [pgonzales@lefigaro.fr](mailto:pgonzales@lefigaro.fr)

MANUEL VALLIS a préféré ne pas toucher à l'édifice de la gauche. Christiane Taubira fait finalement partie des ministères qui survivent au raz de marée des municipalités. « Tout s'est conclu dans la soirée de mardi, après que les écologistes aient annoncé leur refus ferme et définitif de participer au nouveau gouvernement », explique un proche de la ministre.

De plus, souligne-t-on dans l'entourage de Mailgou, « même sans avoir de mots sur les éléments incontrôlables que de les laisser dans la nature... ». Le premier ministre n'avait pas beaucoup de choix pour renforcer sa majorité... Il lui fallait donner des garanties à la gauche du Parti socialiste. C'est ainsi que Christiane Taubira est devenue au fil des heures incontournable », décrypte-t-on encore dans l'entourage gouvernemental.

Mardi, dans la matinée, Bertrand Delanoë avait fait savoir qu'il n'était pas intéressé par la Place Vendôme. « Enfin, analyse un commentateur des arcanes du pouvoir, écarter Taubira aurait été, de la part du nouveau premier ministre, un acte discriminatoire et veulerie mal venu compte tenu des dissensions publiques passées. »

« Un visage de sphinx »  
Toute la journée de mardi, Christiane Taubira a gardé, y compris devant ses plus proches collaborateurs, « un visage de sphinx », ne laissant rien paraître des tractations en cours. Treize qu'elle avait pourtant anticipé son départ, la ministre avait programmé l'effacement de quatre pages de son cabinet. Quatre de ses collaborateurs figurent sur la dernière « transparence » (liste de nominations de magistrats) de la Chancellerie, à des postes parfois

non négociables. À l'instar de Stanislas Grenier-Lagay, en charge des affaires pénales, proposés comme avocat général à Paris, et de Stéphane Kretowicz, sa conseillère en droit de la famille, on ne peut l'improbation des services judiciaires.

Il faut dire que la garde des Sceaux présente par ailleurs une qualité non négociable : c'est elle qui s'est retrouvée en première ligne des affaires des écoutes de Nicolas Sarkozy et des perquisitions de son avocat Thierry Herzog. Rien qu'elle ait frôlé le scandale d'Etat - en affirmant ne pas avoir été tenue au courant du dossier tout en brandissant les documents qui prouvaient le contraire -, Christiane Taubira a servi de paratonnerre pour tous ceux qui, au plus haut niveau de l'Etat, ont pu se réfugier dans un silence prudent. Il n'était pas certain qu'un nouveau garde des Sceaux accepte d'endosser le rôle de gardien des affaires, un rôle pourtant présidé par François Hollande alors que Nicolas Sarkozy est visé par plusieurs enquêtes judiciaires.

Enfin, depuis Mailgou, Manuel Vallis a rajouté une tresse fléchée pour imposer ses vues au garde des Sceaux, dont il a souvent critiqué et écorné les positions. En particulier sur la réforme pénale que Christiane Taubira a portée à bout de bras envers et contre tout - et surtout contre lui. Le premier ministre a déjà prévenu : il entend reprendre la main sur ce projet de loi que l'on a mis à la dia face Pierre Saeur, président de la commission des lois du Sénat, plus proche de ses orientations, et Dominique Rambourg, rapporteur du texte, défenseur de gauche convaincu le texte, avec la bénédiction de Vendôme.

Le premier ministre veut opérer ce qu'en langage administratif choqué on appelle « une réforme générale ». « autrement dit un recadrage. Il sera rapide. » compte tenu du résultat des municipales... », souffle un habitué de la Place Vendôme. Manuel Vallis connaît trop les dangers de ce texte qui figure toujours au calendrier parlementaire, le 14 avril. Une date devenue désormais plus qu'hypothétique. Manuel Vallis ne devrait pas manquer d'aborder le sujet de son discours de politique générale.

« Il y a beaucoup de monde de changer au de fait évoluer un texte. Et de le repenser », sourit un bon connaisseur du dossier.

Pour se consoler, Christiane Taubira pourra compter sur ses proches touchés. L'Union syndicale des magistrats, le principal syndicat des magistrats, sur la place de son maître Place Vendôme, s'est déjà inquiété de ce qu'« aucune des réformes annoncées comme urgentes et prioritaires n'a jusqu'ici abouti » et dénonce la situation de plus en plus catastrophique des juridictions. ■